

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°38

avril-juin 2025

Antifascisme, antiracisme

Table des matières

La haine du « R-haine est-elle une bonne haine ? ».....	3
La fin du clivage gauche/droite ou l'avènement de l'extrême centre.....	5
Les campagnes, territoires perdus pour la gauche et l'écologie ?.....	8
L'empire Bolloré visé par 70 « surgissements ».....	11

La haine du « R-haine est-elle une bonne haine ? »



Les militants qui manifestent dans la rue pour exprimer leur joie à l'annonce de la mort de l'épouvantail sont d'une incroyable bêtise ... on dirait qu'ils croient que Le Pen gouvernait !

La haine du « R-haine » est elle une bonne haine ?

Dans le prolétariat qui vote en France en 2024, le RN est majoritaire, ce qui sème la panique chez beaucoup de militants de gauche, et développe chez eux la « haine du R-haine », ce qui ne risque pas de convaincre les prolétaires en question de changer d'avis.

Les antifascistes des années 1930 et 1940 s'opposaient aux fascistes et aux nazis certes parce qu'ils rejetaient leur programme politique, les jugeaient répugnants sur le plan moral et qu'ils condamnaient leur racisme ostentatoire et leurs pratique de la violence, mais ils les haïssaient, quand ils le faisaient – ce n'était pas le cas de Gramsci, pourtant emprisonné par Mussolini – pour une autre raison : parce que fascistes et nazis était déterminés à briser les grèves, à exercer ouvertement la terreur contre les militants ouvriers et des partis de gauche, à les battre et les humilier, à leur faire avaler de l'huile de ricin, à les tuer, et que c'était même leur raison d'être, c'était la raison pour laquelle ils étaient payés par les grands patrons.

On ne hait rationnellement que les gens dont on connaît clairement par expérience directe le caractère immédiatement dangereux et non parce qu'on les condamne moralement : ce n'était pas les journalistes et les professeurs, les curés et les humanitaires, mais l'expérience concrète dans la rue qui leur avait appris à redouter les fascistes, à les haïr et à les combattre.

La haine construite par les médias, et la culture scolaire, avec des motivations vertueuses, et quelle qu'en soit l'objet, est d'une toute autre nature, et malgré les bonnes intentions qui sont toujours affichées, fondamentalement perverse.

Les antifas d'aujourd'hui sont complètement différents des prédécesseurs qu'ils se revendiquent : ils haïssent sur commande des gens dont ils ignorent tout. Ils se sont construits un adversaire abject fantasmé, qui est le reflet inverse de l'image flatteuse qu'ils se font d'eux-mêmes, et estiment qu'ils ont le droit de prendre l'initiative de la violence contre lui, d'empêcher qu'il se réunisse et s'exprime librement, et plus encore de réclamer de la part du pouvoir bourgeois des mesures de répression policières et judiciaires contre cet adversaire.

Cette culture politique du gauchisme contemporain utilise le récit historique des années 1930 comme une excuse pour son incapacité politique et pour ostraciser une bonne partie du peuple en France et dans les autres pays occidentaux, comme si elle voulait « dissoudre le peuple », comme aurait dit Brecht.

Brecht critiquait avec cette formule l'action des autorités de la RDA où il vivait dans les années 1950, quand ce pays en formation était effectivement gouverné par une mince couche de résistants antinazis endurcis dans la lutte, placés par la victoire soviétique en surplomb au-dessus des masses allemandes, masses qui avaient été nazifiées dans un passé récent – et envers lesquelles l'attitude soupçonneuse et répressive qui aboutit à la construction du Mur de Berlin en 1961, pouvait s'expliquer et se justifier. Rien de tel en France aujourd'hui.

L'extrême-droite en effet a progressé dans les élections depuis les années 1980 en récupérant des thèmes de campagne d'origines diverses qui ne sont pas essentiellement ceux de ses prédécesseurs d'avant-guerre : sécurité, protectionnisme, refus de l'immigration, de l'assistanat... qu'on soit d'accord ou non avec les idées

sur ces questions qui sont reprises par le RN et qui sont très répandues dans les masses, elles n'ont rien à voir, ou seulement par extrapolation et procès d'intention avec les caractéristiques du fascisme, c'est à dire la conception inégalitaire de la société, le racisme idéologique et assumé, le suprématisme blanc, le nationalisme belliciste, le collaborationnisme, le colonialisme, la pratique revendiquée de la torture, la dictature du chef charismatique et l'antisémitisme. Et cela dans une société où la mentalité autoritaire et sa valorisation idéologique ont complètement disparu, pour être remplacées par une culture paradoxale de la victimisation au nom de laquelle la haine et la répression des autoritaires ou présumés tels est légitime et même recommandée.

La haine du R-haine, c'est à dire des foules qui votent pour lui, est donc une pratique d'amalgame qui ne vaut pas mieux que la haine qu'elle veut contrer, et elle évolue chez certains en une sorte de racisme auto-satisfait qui ne dit pas son nom contre un adversaire construit de toute pièce qui ressemble fort à la haine antisémite d'avant-guerre qui reconstruisait ad-hoc la figure du juif pour pouvoir le haïr.

Les persécutions racistes se produisent objectivement dans les sociétés modernes quand des masses ont été convaincues que d'autres masses distinctes culturellement et dont les individus qui les constituent sont aisément repérables, représentent un danger existentiel. Les antifas actuels craignent les gens ordinaires qui votent pour le RN comme un tel danger, et ils vont utiliser leur influence dans des médias qui leurs sont fondamentalement favorables par préjugé de classe pour les stigmatiser et les ostraciser, à la manière du maccarthysme anticommuniste américain, dans un premier temps, et faire plus éventuellement avec les possibilités de contrôle social technologique qui se sont développées dans le monde actuel.

Il s'agit d'une tartufferie caractéristique de l'évolution générale du capitalisme impérialiste en Occident. On constate d'ailleurs qu'une même logique d'amalgame sur l'autre bord est à l'œuvre avec la dénonciation de l'antisémitisme attribué à LFI, au moment même où Israël commet des massacres de masse génocidaires contre les Palestiniens à Gaza. Il s'agit encore une fois de diaboliser de manière perverse des adversaires politiques considérés à tort ou à raison (plutôt à tort) comme dangereux pour l'ordre établi, et de propager la haine des Arabes et des musulmans par dessus le marché. Certaines des victimes de ces amalgames entre antisémitisme et antisionisme ont pourtant sympathisé avec les pratiques des antifas qui ne les ciblaient pas.

Ainsi en renvoyant dos à dos RN et LFI tente-t-on de sauver aujourd'hui le consensus politique européen et atlantiste en manipulant la « haine de la haine », contre les prétendus extrêmes des deux cotés.

Fidel, et Pasolini, ont chacun de leur coté averti en leur temps que si le fascisme revenait, il le ferait sous le masque de l'antifascisme.

8 Janvier 2025 , Rédigé par Réveil Communiste Publié dans #Qu'est-ce que la « gauche », #Élections, #Théorie immédiate, #GQ, #Positions, #Front historique, #Front politique intérieur

URL de cet article 40103: <https://www.legrandsoir.info/la-haine-du-r-haine-est-elle-une-bonne-haine.html>

Gilles QUESTIAUX
8 janvier 2025

La fin du clivage gauche/droite ou l'avènement de l'extrême centre

Autrefois, la gauche se réclamait du progrès social et des luttes ouvrières, tandis que la droite incarnait le conservatisme et la défense des valeurs traditionnelles. Pourtant, ces distinctions se sont érodées. La gauche institutionnelle a abandonné les classes populaires au profit d'un moralisme sociétal et d'une soumission aux intérêts supranationaux. Quant à la droite traditionnelle, elle a troqué sa défense de l'identité nationale pour un libéralisme économique sans frontières, oubliant la souveraineté au passage.

De Jaurès à aujourd'hui : un lent basculement idéologique de la gauche

Aujourd'hui, une grande partie de la gauche s'est embourbée dans un progressisme désincarné, souvent coupé des réalités populaires :

- Le remplacement du combat social par des luttes identitaires et communautaires, aboutissant à une fracture au sein même des classes populaires.
- La déconnexion des classes ouvrières et populaires qui a déplacé son électorat vers une population urbaine et les BOurgeois-BOhème favorables au mondialisme.
- Le rejet du cadre souverain et national, au profit d'un internationalisme dogmatique, souvent aligné sur les logiques de gouvernance supranationale (UE) et sur les intérêts des élites globalisées.

De Jean Jaurès à aujourd'hui, il y a eu un basculement idéologique total. On est passé d'une gauche du peuple à une gauche de la « bonne conscience » qui, sous couvert d'universalisme et d'inclusivité, promeut un agenda en rupture totale avec les préoccupations des citoyens. Si Jaurès revenait, il aurait bien du mal à reconnaître cette gauche qui se revendique pourtant de son héritage, et s'il y a une vie après la mort il doit en perdre le sommeil...

Bien qu'elle ait gardé son étiquette, la gauche moderne a perdu toute légitimité après son glissement vers le néolibéralisme et le mondialisme. Ce glissement s'est fait progressivement à partir des années 1980–1990, notamment avec des figures comme Tony Blair (Royaume-Uni), Bill Clinton (États-Unis), François Mitterrand après son tournant de la rigueur en 1983, et plus tard, François Hollande et Emmanuel Macron en France.

En effet, on peut citer comme exemples :

- Les privatisations massives (exemple : sous Jospin en France, on a privatisé plus que sous la droite).
- La dérégulation financière et la flexibilisation du travail, avec des mesures parfois plus libérales que celles proposées par la droite (exemple : loi El Khomri en France sous Hollande officiellement appelée Loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels).
- L'alignement sur l'Union européenne et la mondialisation économique, malgré les effets dévastateurs sur l'industrie et le pouvoir d'achat des classes populaires.

Ce basculement a éloigné la gauche de son électorat traditionnel, notamment ouvrier et rural, qui s'est senti trahi. Aujourd'hui, on fait semblant de s'étonner que le RN en France recueille énormément de voix dans le monde rural et chez les travailleurs, mais ce glissement est largement compréhensible et justifié.

Autrefois, la gauche se voulait une alternative au capitalisme débridé. Aujourd'hui, elle accompagne les grandes multinationales et la financiarisation du monde :

- Collusion avec les GAFAM et les grandes banques, sous couvert de modernisation.
- Promotion du Greenwashing et du capitalisme woke, dans lesquels l'engagement social et écologique devient un argument marketing plutôt qu'un véritable combat de classe.
- Désignation des peuples eux-mêmes comme étant les ennemis de la nation, en diabolisant toute contestation populaire comme du populisme ou du complotisme.
-

Ceci explique pourquoi les classes populaires se détournent massivement d'elle au profit de l'abstention ou d'alternatives dites populistes (droite souverainiste ou extrême gauche radicale). En somme, la gauche actuelle s'est reconvertie en courroie de transmission du capitalisme globalisé et des intérêts des élites financières, tout en prétendant défendre un progressisme sociétal.

La droite n'est plus le moteur de la prospérité et de l'ascension sociale

Quant à la droite, son évolution suit étrangement un schéma assez similaire à celui de la gauche : elle a progressivement abandonné ses fondements historiques pour se fondre dans la même vision néolibérale et mondialiste. Elle qui était autrefois une force de stabilité économique et de promotion de l'ascension sociale, elle est devenue un outil politique de globalisation économique et de financiarisation extrême, ceci au détriment des classes moyennes qu'elle avait pourtant contribué à créer et à renforcer.

Pendant une grande partie du XXe siècle, même si les gens de gauche peinent à le reconnaître, la plupart du temps par atavisme, la droite économique a été un des principaux moteurs de la croissance et de la consolidation de la classe moyenne :

- Encouragement à l'entrepreneuriat, au travail et à l'épargne, permettant aux individus d'accéder à la propriété et d'améliorer leur condition.
- Politique de réindustrialisation et de souveraineté économique, où l'État accompagnait le développement du capitalisme productif.
- Création d'un cadre propice à l'ascension sociale, où les classes populaires pouvaient gravir les échelons grâce à l'éducation, au mérite et à l'effort.

C'est sous cette ancienne droite que la classe moyenne s'est considérablement développée, réduisant la pauvreté et instaurant un modèle où l'emploi stable et bien rémunéré était la norme.

À partir des années 1980–1990, sous l'influence du thatchérisme, du reaganisme et de la mondialisation accélérée, la droite a abandonné le capitalisme industriel pour adopter un capitalisme financier dans lequel l'argent n'est plus en relation avec un travail fourni. La dérégulation massive des marchés a favorisé les grandes entreprises au détriment des PME, organisé les délocalisations et les destructions des emplois industriels, tout ceci provoquant une paupérisation de territoires autrefois prospères avec pour conséquence l'érosion des protections sociales et salariales, sous couvert de compétitivité.

Les banques, qui autrefois n'hésitaient pas à jouer le jeu des financements industriels, ne pensent plus qu'en termes de rentabilité de l'argent, alors qu'elles ne le possèdent même plus, car ce ne sont désormais des chiffres qui changent de colonnes. Aujourd'hui, dans ce système néolibéral, la presque totalité des transactions financières dans le monde ne concernent plus que des revenus financiers qui n'ont aucun rapport avec le travail ou la fourniture de marchandise. En somme, aujourd'hui c'est de l'argent virtuel qui sert à générer des dettes qui le sont tout autant.

La destruction de la classe moyenne au profit de l'ultra-élite et d'une classe de consommateurs précaires

Aujourd'hui, la droite néolibérale et la gauche mondialiste convergent vers le même projet : la disparition de la classe moyenne qui représentait autrefois un contre-pouvoir face aux élites économiques et politiques. L'objectif est de remplacer une population stable et autonome par une masse de travailleurs précaires, endettés et entièrement dépendants du système. La classe moyenne subit une pression fiscale croissante, car elle représente une manne idéale : trop riche pour bénéficier des aides, mais pas assez pour échapper à l'impôt comme le font tous les ultra-riches. L'accès à la propriété est rendu de plus en plus difficile, avec des salaires stagnants et une inflation des prix immobiliers, le salariat se précarise avec l'uberisation du travail et la suppression des contrats stables. Et *last but not least*, un *crédit social* implicite se met insidieusement en place, les individus devant constamment prouver leur conformité au système pour accéder à certains services (exemple : notation bancaire, ESG dans les entreprises...).

L'extrême centre, une fusion des pires travers

C'est ce nouveau consensus qui mêle autoritarisme bureaucratique, conformisme idéologique et capitalisme financier totalement débridé. Il prétend représenter la modération et le pragmatisme, mais en réalité il fonctionne comme une idéologie totalitaire qui rejette toute contestation. Il s'agit d'une réelle inversion des valeurs, le totalitarisme prétendant être le bouclier de la démocratie.

Sur le plan économique, il adopte une vision ultra-libérale en démantelant les services publics et en les soumettant aux grandes multinationales. Ce n'est plus un capitalisme productif qui favorise l'ascension sociale et l'augmentation du niveau de vie, mais une économie de rente et de précarisation généralisée où la classe moyenne se voit progressivement remplacée par une population de travailleurs précaires.

Comme le chantait Francis Cabrel : « *J'aimerais que quelqu'un vienne et me délivre, mais celui que je viens de choisir m'a donné juste assez pour survivre et trop peu pour m'enfuir* ». Ce phénomène n'est pas un accident, mais bien une stratégie visant à créer une société de consommateurs captifs, privés des leviers traditionnels de la liberté économique et politique.

Sur le plan sociétal, il impose une pensée unique sous couvert de progrès : la censure des voix dissidentes, la criminalisation de l'opposition, l'ingérence toujours plus importante dans la sphère privée. L'ancienne

gauche, qui prônait l'émancipation, est devenue le fer de lance de la surveillance des comportements et des opinions, tandis que la droite, jadis garante des libertés individuelles, s'est convertie à une logique de contrôle et de restriction au nom de la sécurité.

Sur le plan démocratique, cet extrême centre ne gouverne plus que par la peur, l'urgence et la rétorsion permanente en contournant les processus parlementaires et en imposant des normes sous prétexte de crise sanitaire, climatique ou sécuritaire. La technocratie a remplacé la représentation populaire, et les citoyens sont désormais considérés comme des sujets à administrer plutôt que des acteurs politiques. Ce courant se pare des atours du « bon sens » et de la « rationalité », mais il fonctionne avant tout comme un système de contrôle qui refuse tout débat contradictoire. Est-ce que la disparition de la classe moyenne est un projet concerté ? Oui, sans aucun doute.

Vous ne posséderez rien et vous serez heureux

Cette phrase est attribuée à tort à Klaus Schwab, le fondateur du World Economic Forum de Davos, mais s'il n'a jamais dit ni écrit cela, elle provient néanmoins d'un article d'Ida Auken publié sur le site du WEF en 2016. Cette petite phrase synthétise le concept d'une transformation en profondeur du système économique mondial qui inclut notamment :

- Une économie de l'accès plutôt que de la propriété (exemple : location et abonnements généralisés plutôt que possession individuelle).
- Une transition vers un modèle de capitalisme des parties prenantes où les grandes entreprises jouent un rôle central dans la gestion de la société, au-delà des États-nations.
- Une accélération de la numérisation et du contrôle des populations, justifiée par des impératifs de sécurité, de durabilité et d'efficacité économique.

L'extrême centre est aujourd'hui ce système politique qui promeut cette ingénierie sociale dirigée par une élite mondiale et qui vise à réduire la liberté individuelle sous couvert de progrès et de modernité.

La convergence des esprits libres

Face à cet extrême centre, une nouvelle alliance se dessine. Des intellectuels et observateurs autrefois classés à gauche ou à droite se rejoignent dans un front de la lucidité. Ils réalisent que le véritable clivage n'est plus idéologique ou politique, mais qu'il oppose aujourd'hui les élites dirigeantes aux peuples gouvernés. Des figures de la politique et du journalisme comme Michel Onfray, François Ruffin, Éric Zemmour, Philippe de Villiers, Christian Combaz, Didier Maïsto, Alexis Poulin¹, et bien d'autres, que tout semblait opposer, dénoncent aujourd'hui les mêmes dérives et avec les mêmes mots :

- La destruction des libertés fondamentales au nom d'une pseudo-modernité;
- La concentration du pouvoir entre les mains d'une élite hors-sol;
- L'hypocrisie d'un progressisme qui sert avant tout les intérêts des puissants;
- La destruction de nos valeurs, de notre histoire et de notre culture.

Cette prise de conscience amène à repenser l'engagement politique non plus en fonction d'un axe gauche/droite, mais autour de valeurs fondamentales : souveraineté, libertés individuelles, culture, justice sociale et démocratie réelle.

Quel avenir face à l'extrême centre ?

Ce courant dominant se maintient par la propagande, la censure et la répression. Mais il pourrait engendrer une réaction de plus en plus forte, car les citoyens commencent à voir clair. La grande question est de savoir comment structurer une alternative efficace sans tomber dans les pièges des extrêmes ou de la récupération politique. L'heure est peut-être venue de refonder un discours politique basé sur la raison, l'intelligence et la souveraineté populaire. Une nouvelle force politique peut émerger, portée par ceux qui refusent de se laisser enfermer dans de vieux schémas devenus obsolètes. Finalement, la véritable fracture politique aujourd'hui n'oppose plus la gauche à la droite, mais bien ce nouveau système de gouvernance et ceux qui cherchent à lui résister. La lucidité devient une nouvelle boussole, et elle ne connaît pas de couleur politique.

Serge VAN CUTSEM
Publié le 4 mars 2025

<https://www.kairospresse.be/la-fin-du-clivage-gauche-droite-ou-lavenement-de-lextreme-centre/>

¹ Parler de lucidité pour plusieurs des noms cités est une hérésie (MN).

Les campagnes, territoires perdus pour la gauche et l'écologie ?

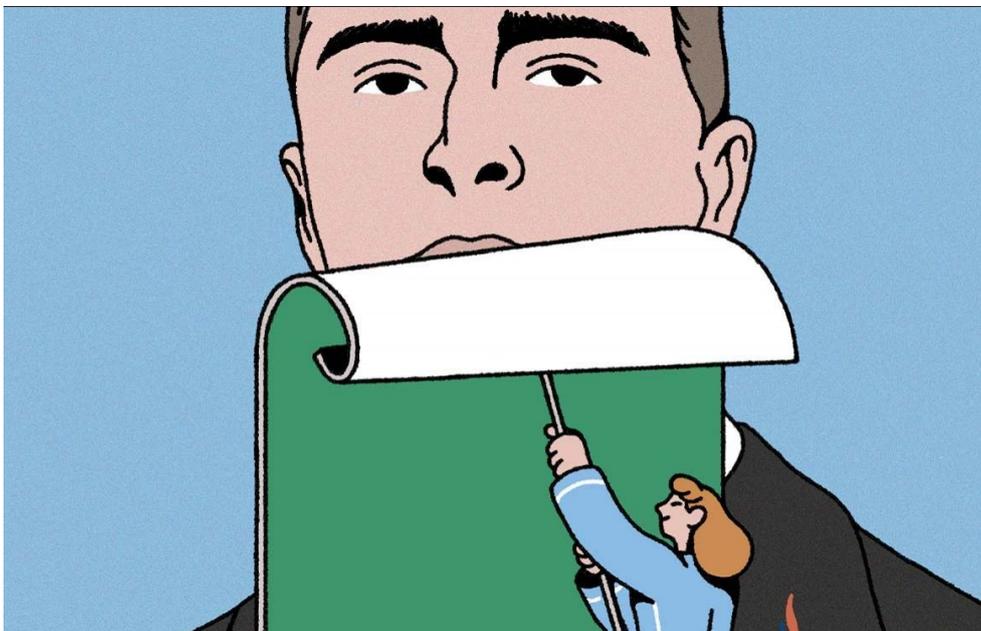


Illustration : George(s)

Dans les campagnes, l'extrême droite engrange les suffrages, tandis que la gauche et l'écologie semblent trop souvent hors champ. Les communes rurales, où vit un tiers de la population française, sont-elles devenues un terrain politiquement miné ? À quelles conditions écologistes des champs et gauchistes (néo-)ruraux peuvent-ils reconquérir les ruralités ?

Il y a les selfies et les vidéos de bain de foule de Jordan Bardella devant les étals de fromages de la foire de Poussay (Vosges) ou de Vesoul (Haute-Saône)... Et ceux de tous ses épigones, comme le nouveau député Rassemblement national de la Drôme Thibaut Monnier, proche de Marion Maréchal, postant sur ses réseaux une photo tout sourire aux côtés des membres de la « Noble Confrérie de la Truffe Noire ».

Sur tous les écrans, l'extrême droite se donne inlassablement à voir comme la représentante naturelle de la France rurale, présentée comme le conservatoire de l'identité nationale. Et de fait, le Rassemblement national, désormais premier parti de France en nombre de voix, comme en nombre d'élus (124 députés, contre 89 en 2022), surperforme en moyenne dans les territoires ruraux, où réside un électorat plus âgé et moins diplômé. Au premier tour des législatives de juin 2024, sept des dix millions de voix captées par le RN proviennent ainsi de communes de moins de 10 000 habitants, où le parti rafle autour de 40 % des suffrages.

La gauche rassemblée domine quant à elle dans les métropoles, où elle reçoit l'adhésion massive des étudiants, des jeunes diplômés mais aussi des banlieues populaires. Mettant en perspective cette structure sociale clivée des électorats dans leur livre *Une histoire du conflit politique* (Seuil, 2023), Julia Cagé et Thomas Piketty aboutissent au constat d'une « nouvelle division entre classes populaires urbaines et rurales, d'une ampleur inconnue depuis le XIX^e siècle ».

Aux premiers temps de la III^e République, les campagnes étaient en effet sous la coupe des conservateurs et des monarchistes. Et des socialistes, sortis de leurs bastions urbains, s'attelaient à réunir tant bien que mal les aspirations des mondes agricoles et ouvriers – à l'image de Jaurès, élu en 1893 à Carmaux par les voix combinées des mineurs et des paysans du Tarn. Ce travail serait-il aujourd'hui à refaire ?

La gauche invisible

« Le vote Mitterrand en 1981 était quasiment aussi populaire en ville qu'à la campagne. Certaines campagnes ont depuis réussi à maintenir un niveau de vote important en faveur de la gauche. Mais il y en a d'autres où ça s'est effondré », explique le sociologue Benoît Coquard, spécialiste des campagnes en déclin. Dans ces zones rurales, la gauche est devenue tout simplement invisible. « Il n'y a pas de leaders d'opinion locaux, et personne

dans les sociabilités, dans les groupes d'amis, qui puisse l'incarner, et contredire la parole de droite et son hégémonie. C'est dans ce vide que se déploie l'extrême droite. »

Cette absence de la gauche, souligne Benoît Coquard, est d'abord le fait de dynamiques socio-économiques – métropolisation, retrait des services publics – qui concentrent les emplois qualifiés en ville et vident les campagnes des soutiens traditionnels – diplômés, fonctionnaires – de la gauche. De fait, les jeunes issus des classes moyennes ou populaires qui partent faire des études ne reviennent jamais, laissant place à un entresoi populaire dominé par des figures de droite. « *Au bureau de tabac, le matin, il y a l'ouvrier, l'auto-entrepreneur, l'artisan, le gendarme, le chômeur, et tout le monde parle en bien du RN quand il est question de politique, parfois sans le dire tout à fait explicitement* », a pu observer le sociologue. Reprendre ce terrain désormais acquis de longue date au RN sera forcément un travail de longue haleine...

À l'origine pourtant, le Rassemblement national (alors FN) n'a aucun ancrage rural. Lors de sa première percée aux élections législatives de 1986 (9,6 % des voix), le vote frontiste est concentré dans les banlieues et les métropoles. Mais le parti à la flamme se « ruralise » peu à peu à partir des années 1990, en recueillant les suffrages croissants d'une classe ouvrière peu syndiquée travaillant sur des sites industriels ou des centres logistiques distants des métropoles, à proximité de nœuds autoroutiers, précarisée, menacée par les délocalisations, à laquelle la gauche néolibérale du PS ne s'adresse plus.

La tendance s'accélère avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011. Le FN opère alors, selon le politiste Guillaume Letourneur, un repositionnement opportuniste en direction des territoires ruraux. Le parti fait plusieurs fois sa rentrée politique dans le petit village de Brachay en Haute-Marne (600 habitants) et organise en 2013 le « tour de France des oubliés ». Ultralibéral du temps de Jean-Marie Le Pen, émule de Reagan, le parti d'extrême droite se targue désormais de défendre les services publics ruraux.

Toutes les campagnes ne sont pas pour autant devenues des fiefs de l'extrême droite. Et une géographie des ruralités de gauche se dessine des Alpes (Isère, Drôme, Hautes-Alpes), à l'Occitanie (Tarn, Ariège) en passant par une partie du Massif central, sans oublier l'ensemble des départements bretons. Ces territoires ruraux attractifs, parfois anciens bastions du communisme rural ou terres d'accueil des premières vagues de néoruraux des années 1970, conservent une mixité sociale grâce à l'installation de professions intermédiaires ou intellectuelles favorables à la gauche.

Le vote en faveur du « pôle éco-socialiste » y progresse, selon Simon Audebert, responsable Opinion et territoires à la Fondation de l'écologie politique, qui a comparé les résultats des européennes de 2019 et de 2024. Mais ces zones rurales sont aussi âprement disputées. De nombreux duels NFP-RN, parfois serrés, y ont eu lieu au second tour en juillet 2024. C'est donc pour partie dans ces espaces que se joue la bataille contre la progression de l'extrême droite.

Champs de bataille

Or, face au Rassemblement national qui laboure politiquement le terrain depuis des années, la gauche est aujourd'hui dans les choux, alertent certaines voix, dont celle de François Ruffin. « *Dans ma Picardie, c'était 0 député RN en 2017, 8 en 2022, 13 sur 17 désormais. Hors cœur des métropoles, je suis la dernière circonscription de gauche dans tous les Hauts-de-France* », rage le député de la Somme sur son blog.

L'ancien journaliste a acté avec fracas en septembre dernier sa rupture avec La France insoumise, dont la stratégie abandonne selon lui la France « *des villages, des bourgs et des sous-préfectures* » au RN, en se concentrant exclusivement sur l'électorat urbain. Ruffin est loin d'être le seul à s'alarmer du sort politique des campagnes. La députée écologiste Marie Pochon, réélue en juillet sous la bannière NFP dans sa circonscription rurale de la Drôme, a lancé en 2023 les Universités des ruralités écologistes, pour contrer la tendance du parti des Verts à ne s'adresser qu'aux habitants des grandes métropoles.

L'événement, dont la seconde édition a eu lieu en octobre, rassemble les tenants d'une « *écologie des champs* » et vise à remettre au cœur de la parole écologiste des thématiques telles que la lutte contre les déserts médicaux, le développement du vélo ou des transports en commun en milieu rural, ou encore le maintien des services publics de proximité.

Trop tard ? Pour l'éditrice, autrice et militante Juliette Rousseau, ancrée en Loire-Atlantique, la « *fracture [est] quasiment totale* » entre le monde de la gauche partisane, intellectuelle et culturelle, et les ruralités. « *Les ruralités sont, depuis trop longtemps, un espace que [la gauche] ne pense pas, qui ne l'intéresse pas, dénonce-t-elle dans une tribune parue en juin. Les discours et les stratégies de la gauche reflètent une dimension insulaire dont elle ne semble même pas avoir conscience.* » Si les campagnes restent « hors champ » pour une partie des militants de gauche, retranchés dans leurs bastions urbains, ce n'est cependant pas le cas au sein des luttes concrètes de l'écologie politique.

Depuis le mouvement des ZAD et l'occupation emblématique de Notre-Dame-des-Landes, la ruralité est redevenue un théâtre majeur des combats écologistes contemporains – de Sainte-Soline à l'A69. Elle consti-

tue aussi un horizon de vie pour une partie croissante des jeunes engagés. Un nouveau désir de « retour à la terre » travaille ainsi les milieux militants, qui réactivent l'utopie néorurale des années 1970. « *La multiplication des espaces politiques où renouer avec le travail et les travailleurs de la terre ouvre des ponts vers l'installation paysanne* », se félicitent ainsi les Soulèvements de la Terre dans leur ouvrage collectif *Premières secousses* (La Fabrique, 2024). Le collectif entend en effet susciter une vague de vocations chez les « déserteurs » en rupture professionnelle. Au-delà des installations néo-paysannes, de nombreuses initiatives, plus ou moins marquées politiquement, foisonnent par ailleurs pour ouvrir épiceries coopératives, cafés, et autres « tiers lieux ruraux » dans les bourgs désertés.

Rompre avec l'entre-soi ?

Mais l'écologie est-elle encore la bienvenue dans les territoires ruraux ? « *Les médias de Bolloré banalisent un anti-écologisme primaire, s'agace la députée écologiste Marie Pochon, Il y a une destruction méthodique de ce que peut être l'écologie et la gauche rurale, populaire, pour en faire un truc qui ne serait bon que pour les "bobos woke" des centres-villes.* » Avec des effets très perceptibles dans la Drôme lors de la campagne de 2024 : « *On pouvait lire du mépris, voire de la haine, dans les yeux de certaines personnes quand on se disait écologiste ou de gauche.* »

Pour déjouer les caricatures, l'élue s'implique dans des dossiers où on ne l'attendait pas forcément en tant qu'écologiste, comme la défense du pastoralisme ou les abattoirs paysans, et sillonne les lotos et les fêtes de village où la majorité des gens n'ont pas voté NFP. « *C'est plus difficile d'aller se confronter avec des gens avec qui on n'est pas d'accord, confie-t-elle. Ça prend énormément d'énergie.* »

D'autant qu'à la différence des métropoles, où ils font face à la bourgeoisie, les représentants de la gauche écologiste – élus ou simples militants – peuvent être perçus dans les espaces ruraux populaires comme des dominants, du fait de leur capital culturel et scolaire. « *Il faut être réflexif sur ce qu'on est, insiste Benoît Coquard. Comment est-on perçu ? Avant de vouloir changer les gens et changer le monde, il faut déjà essayer de comprendre ce qu'on est aux yeux des personnes avec lesquels on entend tisser des alliances.* » Dans tous les cas, ajoute le sociologue à l'attention des aspirants néo-ruraux, « *il ne suffit pas d'aller à la campagne, il faut refaire groupe. Ce qui veut dire refaire des affinités avec les classes populaires* ».

Un enjeu clef, évoqué en octobre lors d'une rencontre en ligne entre militants installés en zone rurale organisée par le réseau Terres de luttés. « *On a tendance à arriver avec nos tracts, à dire aux autres ce qu'on pense, plutôt qu'à les écouter* », déplore Joël Domenjoud, installé à Commercy dans la Meuse, qui propose, contre ce travers de l'action militante, une métaphore : le sachet de thé. « *Le sachet de thé, il absorbe d'abord l'eau, c'est-à-dire ce que nous racontent les gens du territoire. Et après seulement, on infuse. C'est une action lente, plus douce.* » D'autres suggèrent pour tisser de nouveaux liens de s'investir dans les sociabilités locales – amicales de parents d'élèves, clubs de sport, ou de rejoindre les vieilles organisations de solidarité, comme le Secours populaire ou catholique.

Dans *Premières secousses*, les Soulèvements de la Terre théorisent un savoir-faire précieux, auquel ils doivent une grande partie de leur efficacité politique, et qui pourrait en inspirer d'autre : la « composition ». Soit la capacité de mobiliser côte à côte des jeunes d'Extinction Rebellion, des paysans de la Conf', des militants autonomes et des collectifs d'habitants, en dépassant les identités politiques figées et les « gestes ritualisés ».

Face à l'inaction climatique, à la répression, aux passages en force des gouvernements, « *tout dans la séquence historique que nous traversons incline à la composition, écrit le collectif. Face aux clivages que l'extrême droite s'attache à exacerber, l'époque nous presse de redéfinir ce que seraient un camp commun et des antagonismes prioritaires.* » Imposant de déjouer les caricatures comme les réflexes militants, de sortir de l'entre-soi pour nouer de nouvelles alliances, les campagnes, terrain politique difficile, pourraient bien être le laboratoire d'une gauche écologiste (enfin) populaire.

Elsa GAUTIER , publié le 13 décembre 2024 (Socialter)
Elsa Gautier est rédactrice en chef du magazine Socialter

L'empire Bolloré visé par 70 « surgissements »



Opposés à la présence en Bretagne de Vincent Bolloré, de nombreux militants ont organisé un carnaval festif et joyeux. De quoi « désarmer » le milliardaire et son groupe.

Fouesnant (Finistère), reportage

Deux salles, deux ambiances. Entre les résidences secondaires aux volets fermés, les villas avec vue sur mer et les pinèdes, des gendarmes en rang d'oignon font le piquet sur un parking de Fouesnant (Finistère). Devant eux, de joyeux nez de clown, des perruques aux cheveux fluo, des tenues d'Arlequin, des masques vénitiens et autres déguisements dansent au rythme de « *Djadja* », d'Aya Nakamura. Avec des paroles quelque peu revisitées... sur le milliardaire Vincent Bolloré.

« *Oh Bolloré, y'a pas moyen Bolloré, on jette un sort à Bolloré, en Bretagne les gens ne veulent pas de toi !* » Un chant quelque peu original pour un fest-deiz – fête bretonne diurne, en opposition au fest-noz qui se tient la nuit –, qui s'est déroulé le 2 février dans la commune de 10 000 habitants et aux 32 % de résidences secondaires. Le thème de cette fête n'étant autre que « *Kenavo Bolloré* », « *Au revoir Bolloré* » en breton.

« *On est ici aujourd'hui, car Vincent Bolloré a plusieurs propriétés à Fouesnant où il a déjà hébergé ses gardes issus de groupuscules d'extrême droite* », explique Max, un carnavaleux.

Cet été, le média *La Lettre* a en effet révélé que le milliardaire avait notamment recruté Marc de Cacqueray-Valménier, un néonazi issu du Groupe Union Défense (GUD), pour surveiller sa maison située sur l'île du Loc'h, au sein de l'archipel des Glénan non loin de Fouesnant. D'après *La Lettre*, depuis plus de dix ans, Vincent Bolloré fait appel à une société directement liée à la GUD Connection pour surveiller sa propriété du nom de Checkport.



Orchestres, concerts, danses bretonnes se sont enchaînés à Fouesnant. © Chloé Richard / Reporterre

Ramener de la joie dans la lutte

S'opposer à l'empire Bolloré – il possède le groupe Canal+, le groupe d'édition Editis, Europe 1, Havas (communication), etc. – dans une ambiance bon enfant réunissant des manifestants de tout âge et en dansant sur de la musique bretonne est aussi une façon pour les participants « de ramener de la joie dans la lutte [et] d'agir de façon douce », selon Fanch, un bretonnant. « On peut être douce et en colère ! » scande un peu plus loin une danseuse aux joues pailletées.



L'ambiance était festive comme dans un carnaval. © Chloé Richard / Reporterre

Un moyen, aussi, « pour ne pas que l'extrême droite s'accapare la culture bretonne », complète Juliette Ruisseau, perruque blonde sur la tête. Le milliardaire aime en effet régulièrement se vanter de ses racines bretonnes et n'hésite pas à se vêtir d'une tenue traditionnelle lorsqu'il s'agit, par exemple, de fêter les 200 ans de son groupe.



Certains sont venus avec des masques de Vincent Bolloré. © Chloé Richard / Reporterre

Cet événement festif est venu clôturer une semaine d'actions menées partout en France dans le cadre de la campagne Désarmer Bolloré, organisée par une coalition d'organisations du 29 janvier au 2 février. Pour Courgette, le visage masqué par une feuille sur laquelle est imprimé le visage de l'homme d'affaires, faire la fête aujourd'hui est « fondamental » et « porteur d'espoir ». « Ici, on fête le vivre-ensemble, ce que Bolloré ne veut pas. »



Quelque 70 actions ont été menées en France contre l'empire Bolloré, du 29 janvier au 2 février. © Chloé Richard / Reporterre

De nombreux gendarmes

Une joie qui a quelque peu failli s'estomper quand une partie des festoyeurs a voulu se rendre devant l'hôtel Thalamot, propriété de Vincent Bolloré. Une rangée de gendarmes – la préfecture n'a pas communiqué de chiffres sur les forces de l'État pourtant très présentes – a accueilli le défilé à coups de gaz lacrymogènes

lorsque celui-ci a voulu bouger les barrières protégeant la bâtisse. Des panneaux de chantier ont seulement été tagués.

Plus loin, une demi-douzaine de camions de gendarmes protégeait une autre propriété de Vincent Bolloré, son manoir. À l'entrée de Fouesnant, les gendarmes étaient aussi présents pour accueillir la manifestation. « *Symboliquement, c'est fort de voir que l'État protège des logements privés* », déplore Fanch. Qu'importe la présence policière, la lutte a su être joyeuse jusqu'au bout en Bretagne.

Près de 70 « *surgissements* » visant des sites de l'empire Bolloré à travers la France et la Belgique ont été répertoriés durant les cinq jours de mobilisation du collectif Désarmer Bolloré. « *Aucun des secteurs clés de cet empire – extractivisme et énergies fossiles, agro-industrie néocoloniale, industries technosécuritaires, conglomerat médiatique et culturel – n'a été épargné* », estiment les organisateurs.

À Montpellier, des militants se sont par exemple mobilisés contre le « *partenariat mortifère* » entre le Cirad, un établissement public, et une entreprise soutenue en partie par Vincent Bolloré. Les entrepôts pétroliers de Bolloré Energy ont été ciblés à Strasbourg, dans le Loiret ou dans la Nièvre.



« Désarmer Bolloré » : les collectifs écologistes ciblent l'extrême droite

Chloé RICHARD

3 février 2025 (Reporterre)